Simulation Action Climat: les pays développés

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| image1 | **À l’attention de:** | **Négociateurs en chef pour les pays développés**  (États-Unis, Canada, Union européenne, Japon, Russie et autres anciennes républiques soviétiques, Corée du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande) |
| **Objet:** | **Préparatifs pour le sommet Action Climat** |

Bienvenue au sommet Action Climat. Le secrétaire général des Nations unies vous a invités, ainsi que des responsables de l’ensemble des parties prenantes concernées, à collaborer pour lutter de manière efficace contre le changement climatique. Dans son invitation, le secrétaire général a souligné ce qui suit: «L’urgence climatique est une course que nous sommes en train de perdre, mais que nous pouvons encore gagner. Les connaissances scientifiques les plus fiables [...] nous indiquent que toute hausse des températures supérieure à 1,5 °C causera des dommages sévères et irréversibles aux écosystèmes qui nous permettent de vivre. Mais la science nous dit également qu’il n’est pas trop tard. Nous pouvons y remédier. [...] Il nous faudra toutefois revoir en profondeur tous les aspects de notre société: l’agriculture, l’exploitation des terres, les carburants et le fonctionnement de nos économies. [...] En unissant nos forces, nous veillerons à ne laisser personne de côté.»

Le sommet a pour but d’élaborer un plan visant à limiter le réchauffement de la planète pour le maintenir sous la barre des 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et à tenter de le ramener à 1,5 °C, conformément aux objectifs internationaux officiellement définis dans l’accord de Paris sur le climat. Les preuves scientifiques sont sans équivoque: un réchauffement d’une valeur supérieure à ces seuils aura des effets catastrophiques et irréversibles sur la santé, la prospérité et la vie des habitants de tous les pays.

Vous représentez les pays développés (énumérés ci-dessus). Vos pays comptent une population totale de 1,3 milliard d’habitants, soit environ 17 % des 7,7 milliards d’habitants de la planète. Cependant, vos nations génèrent ensemble 60 % de la production économique mondiale et affichent le PIB (produit intérieur brut) le plus élevé par habitant.

Vos priorités politiques sont énumérées ci-dessous. Vous pouvez toutefois endosser ou rejeter toute autre politique qui serait mise sur la table.

1. **Subventionner les énergies renouvelables (notamment les énergies solaire, éolienne, géothermique et hydraulique ainsi que le stockage de l’énergie).** Le secteur des énergies renouvelables se développe rapidement, mais représente toujours moins de 5 % de l’approvisionnement énergétique mondial. Les subventions aideront ces industries à se développer et à créer des emplois dans vos pays (si vous parvenez à garder une avance sur les progrès réalisés par la Chine et d’autres pays en développement en matière de technologies éolienne, solaire et dans le domaine des batteries). Les technologies de stockage (par exemple, les batteries, le stockage thermique ou les stations de transfert d’énergie par pompage) et de «réseau intelligent» permettent d’intégrer diverses sources intermittentes d’énergie renouvelable, comme l’énergie solaire ou éolienne, au système énergétique tout en assurant un approvisionnement permanent en électricité.
2. Réduire la déforestation. À l’heure actuelle, la déforestation est responsable d’environ 15 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Une grande partie de cette déforestation est due aux forêts tropicales des pays en développement, notamment dans le bassin amazonien, en Afrique et en Asie du Sud et du Sud-Est. La préservation des forêts est en mesure de réduire ces émissions tout en préservant la biodiversité et en protégeant l’approvisionnement en eau.
3. Envisager le boisement. Le boisement est la création de nouvelles forêts sur des terres qui sont dépourvues d’arbres; il s’agit dans certains cas de terres qui ont été déboisées ou dégradées par le passé. À mesure que la forêt se développe, elle capture le CO2 présent dans l’atmosphère et le stocke dans la biomasse et les sols. Mis en œuvre à grande échelle, le boisement pourrait nécessiter l’utilisation de terres nécessaires pour les cultures ou le bétail, ce qui augmentera les prix des denrées alimentaires. Prenez en compte la quantité de terres nécessaires pour les politiques de boisement que d’autres groupes et vous-mêmes proposez.
4. **Réduire les émissions de méthane, de protoxyde d’azote et d’autres gaz à effet de serre.** Le CO2 est le principal gaz à effet de serre (GES), mais d’autres GES sont à l’origine d’environ un quart du réchauffement planétaire aujourd’hui. Il s’agit notamment du méthane (CH4), du protoxyde d’azote (N2O) et d’une large gamme de chlorofluorocarbones et d’autres composés fluorés (gaz F). Pour le même nombre de molécules, de nombreux gaz non CO2 contribueront des dizaines, des centaines, voire des milliers de fois plus au réchauffement planétaire au cours du siècle à venir Bien que leurs concentrations soient faibles, elles connaissent une croissance rapide.
5. **Décider d’investir ou non dans la recherche et le développement (R&D) pour trouver une nouvelle source d’énergie «zéro carbone» peu coûteuse.** Certains scientifiques estiment qu’une nouvelle forme d’énergie nucléaire, comme la fission au thorium ou la fusion nucléaire, constituerait la meilleure source d’énergie pour remplacer les combustibles fossiles, ces technologies étant susceptibles, selon eux, de fournir de l’électricité peu coûteuse, sans aucune émission de carbone et à grande échelle. Certaines universités et entreprises de premier plan examinent actuellement de nouvelles solutions prometteuses en matière d’énergie nucléaire. Ces technologies ne sont toutefois pas encore disponibles, et leur exploitation commerciale nécessiterait des investissements considérables.
6. **Déterminer s’il est possible de réaliser des progrès significatifs en matière d’élimination du carbone.** Les technologies émergentes d’élimination du dioxyde de carbone visent à mettre au point des méthodes permettant de retirer le CO2 déjà présent dans l’atmosphère. Ces technologies concernent divers domaines, depuis les modifications des pratiques agricoles qui pourraient être mises en place dès aujourd’hui jusqu’aux technologies spéculatives et non éprouvées telles que le captage atmosphérique direct. Votre groupe peut décider d’investir dans ces technologies.
7. **Envisager de tarifer les émissions de CO2.** Les combustibles fossiles dominent toujours le système énergétique mondial et le CO2 qu’ils émettent est de loin la principale source d’émissions de gaz à effet de serre. Les économistes s’accordent à dire que la meilleure manière de réduire les émissions de gaz à effet de serre à l’échelle mondiale serait de fixer un prix du carbone. Envisagez de fixer un prix pour le carbone, éventuellement de façon progressive dans le temps afin de donner aux entreprises et aux consommateurs le temps de s’adapter. Les recettes peuvent être ristournées à la population, contribuer à compenser les coûts d’autres politiques, réduire vos déficits budgétaires ou contribuer à aider les pays en développement à réduire leurs émissions. Bien que la tarification du carbone ait été appliquée dans certains de vos pays, États fédérés et régions, le prix est généralement nettement inférieur à la fourchette de 30-50 USD par tonne de CO2, voire davantage, que de nombreux économistes recommandent. L’industrie des combustibles fossiles s’oppose aux prix du carbone, tout comme les entreprises qui dépendent fortement de ces combustibles.

**Observations complémentaires**

Vous reconnaissez que le changement climatique est réel, qu’il est principalement dû à l’utilisation de combustibles fossiles, et qu’il présente des risques graves pour les citoyens du monde entier, y compris le vôtre. Le changement climatique est un grave facteur d’accroissement de la menace qui porte atteinte à votre sécurité nationale, étant donné que les dommages causés par le changement climatique entraînent de plus en plus des conflits et des migrations, ce qui provoque déjà des réactions de rejet parmi certains et l’imposition de politiques de lutte contre l’immigration.

Dans le même temps, vos pays sont dépendants des combustibles fossiles: ils sont aujourd’hui responsables de 36 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) et d’une part beaucoup plus importante des émissions cumulées depuis la révolution industrielle. Dans votre groupe, certains pays ont une économie dépendante des exportations de combustibles fossiles, en particulier la Russie (pétrole et gaz), l’Australie (charbon) et le Canada (pétrole issu des sables bitumineux). Les États-Unis ont annoncé leur intention de se retirer de l’accord de Paris sur le climat de 2015 et le gouvernement fédéral américain démantèle de nombreuses politiques respectueuses du climat. Dans le même temps, des dizaines d’États et des centaines de villes, de comtés et d’entreprises des États-Unis affirment: «Nous restons parties prenantes de cet accord» et se sont engagés à respecter ou à dépasser la part des engagements auxquels ont souscrit les États-Unis. De nombreux gouvernements et entreprises estiment que des politiques respectueuses du climat sont favorables à l’économie. L’efficacité énergétique, et les énergies renouvelables telles que l’énergie éolienne et l’énergie solaire, sont souvent rentables, créent des emplois et améliorent la santé publique.

Alors que vos pays s’efforcent de réduire leurs propres émissions de gaz à effet de serre, vous faites observer que la Chine est le plus grand émetteur mondial (28 % des émissions mondiales) et que les pays en développement et les pays en développement rapide sont responsables ensemble d’environ 65 % des émissions mondiales, même si les émissions par habitant dans ces pays sont faibles.